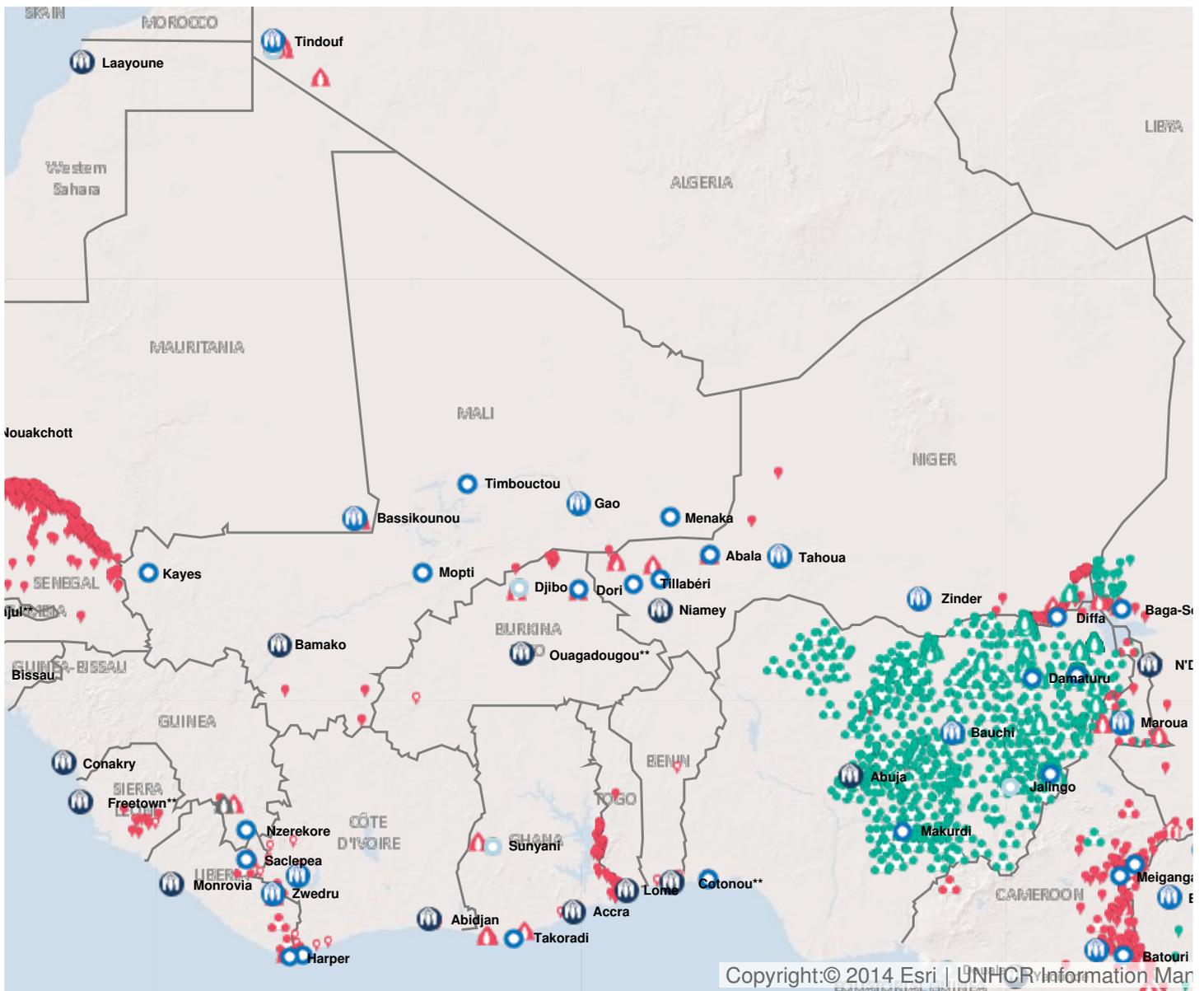


Résumé du plan 2017

Généré le 27/12/2016

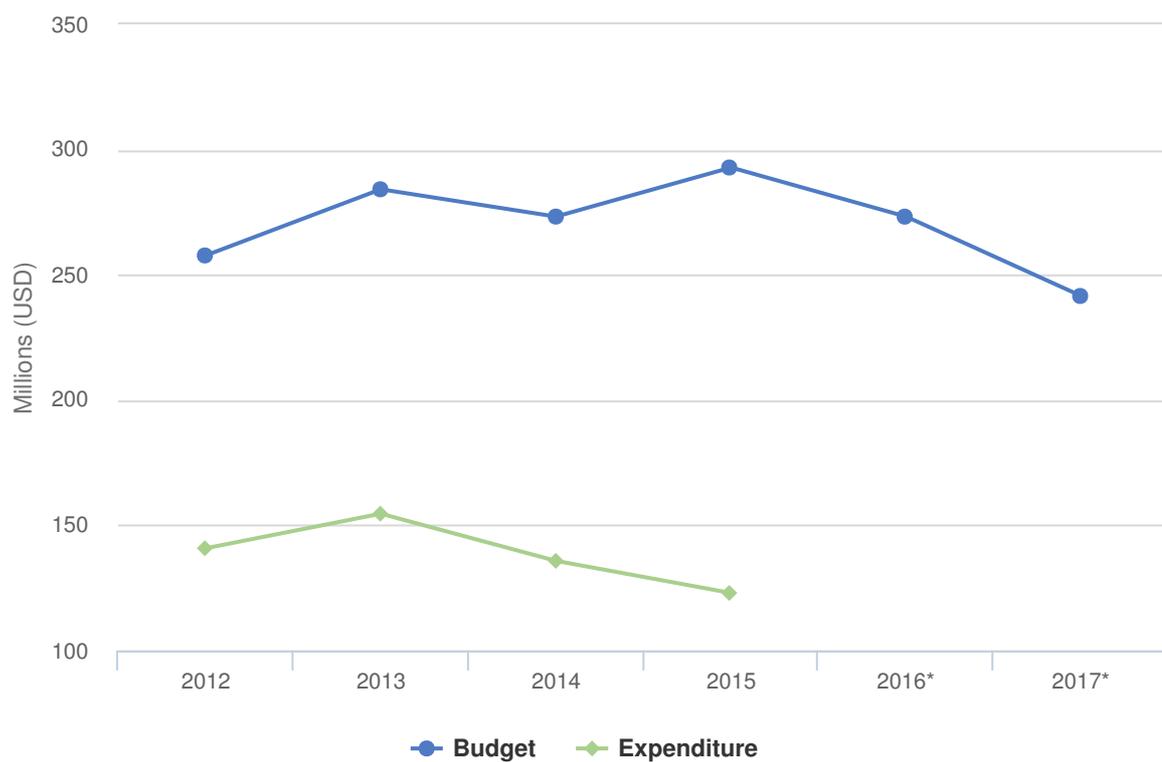
Subregion: West Africa

| Bénin | Burkina Faso | Cap Vert | Côte d'Ivoire | Gambie | Ghana | Guinée | Guinée-Bissau | Libéria | Mali | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Togo |

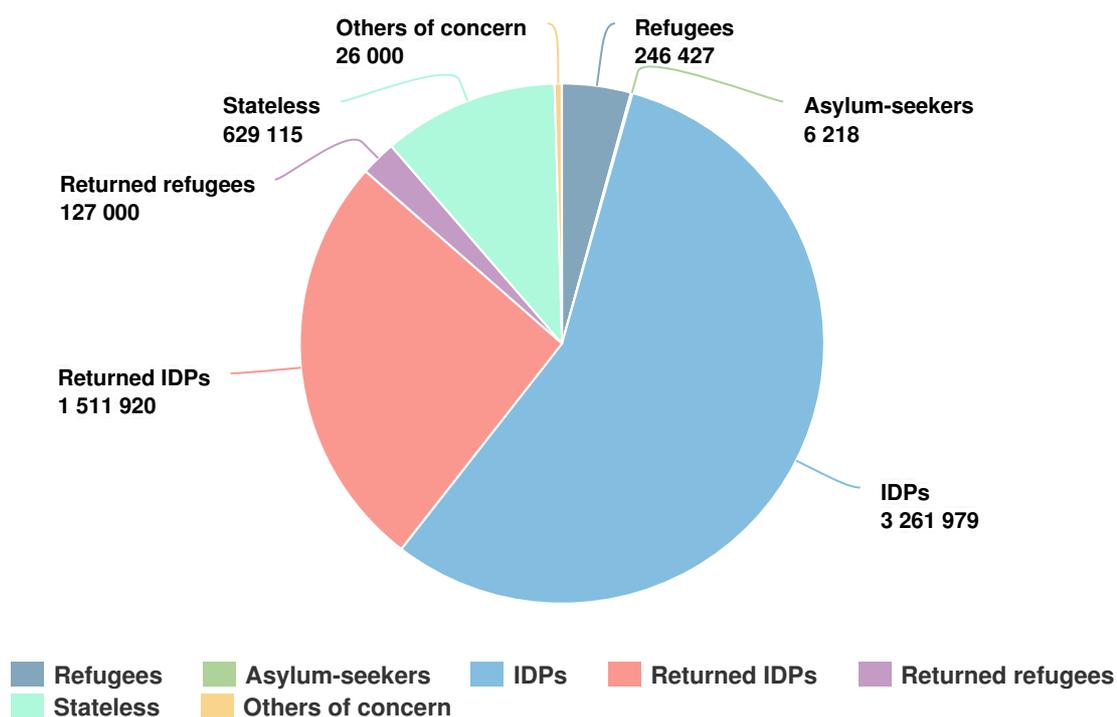


Latest update of camps and office locations **21 Nov 2016**. By clicking on the icons on the map, additional information is displayed.

Budgets and Expenditure in Subregion West Africa



People of Concern - 2017 [projected]



Environnement opérationnel et stratégie

Les pays dans la sous-région continuent d'honorer leur longue tradition d'hospitalité et de solidarité envers les réfugiés. Accueillir de nombreux réfugiés dans des situations prolongées ne va pas néanmoins sans difficultés économiques, politiques et sécuritaires. Le déplacement est chronique en raison de l'insécurité, de l'incapacité à traiter les causes à l'origine des conflits mais également de lacunes importantes dans le cadre législatif et les procédures d'asile de certains pays. Ces facteurs ont ralenti les progrès dans la recherche de solutions pour les personnes déplacées.

Dans le même temps, l'insécurité alimentaire ne cesse de toucher les populations de réfugiés et de déplacés internes, avec une hausse des niveaux de malnutrition aiguë, des retards de croissance et de l'anémie. À la moitié de 2015, la sous-région abritait près de 438 300 réfugiés et 2,5 millions de déplacés internes. Les crises humanitaires au Mali et au Nigéria ont été les principales causes de déplacement forcé.

L'environnement de la protection au Mali demeure préoccupant, en particulier du fait de l'insécurité qui règne dans les régions septentrionales et centrales du pays. Les attaques ciblées contre les forces de sécurité gouvernementales nationales et internationales se sont multipliées, tandis que la mise en œuvre de l'accord de paix, signé en juin 2015, a été limitée. Les conditions défavorables continuent aussi d'empêcher le retour en toute sécurité des Maliens dans leur pays d'origine.

Au Nigéria, la violence généralisée a entraîné des déplacements dans la région du nord-est du pays et les zones limitrophes du Cameroun, du Tchad et du Niger. Les récits de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment des incidents de violence sexuelle et d'exploitation, des disparitions, des attaques de sites civils et des recrutements forcés abondent. Le conflit entre les insurgés et les forces de sécurité gouvernementales a de profondes conséquences sur les besoins humanitaires ainsi que sur l'accès et la réponse humanitaire. En juin 2016, le Gouvernement nigérian, avec le concours du HCR, a accueilli un Dialogue régional sur la protection dans le bassin du lac Tchad pour s'attaquer à la multiplication inquiétante des incidents relatifs à la protection, notamment les cas de refoulement. À la fin du Dialogue, les Gouvernements camerounais, nigérien, nigérian et tchadien ont adopté la Déclaration d'action d'Abuja et ont promis de prendre des mesures concrètes pour répondre aux besoins de protection les plus pressants des populations concernées.

Dans d'autres pays qui abritent des populations déplacées, le HCR intensifiera sa recherche de solutions, en particulier dans les situations prolongées. Avec l'appui des États d'Afrique de l'Ouest, le recours à des voies complémentaires de protection et de solutions est de plus en plus envisagé. Les accords de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui permettent aux ressortissants des États membres de se déplacer et de travailler librement dans la sous-région, pourraient offrir des solutions pour les réfugiés et aboutir ultérieurement à la délivrance d'un titre de séjour permanent et à la naturalisation.

Dans cette optique, des stratégies pluriannuelles et pluripartites de protection et de solutions au niveau des opérations, qui ont été lancées en 2016, seront renforcées dans les situations prolongées, notamment pour les réfugiés sénégalais en Gambie et Guinée-Bissau, les réfugiés mauritaniens au Sénégal, les réfugiés ghanéens au Togo et les réfugiés togolais au Ghana, ainsi que pour les anciens réfugiés sierra-léonais et libériens qui ont encore besoin d'une protection internationale et d'une assistance. Le rapatriement des réfugiés ivoiriens depuis le Libéria, la Guinée, le Ghana et le Togo ainsi que la réintégration des rapatriés se poursuivront en 2017 et, dans une moindre mesure, en 2018.

Une stratégie régionale de protection et de solutions pour près d'un million d'apatrides en Afrique de l'Ouest se fondera sur l'impulsion donnée par l'adoption de la Déclaration d'Abidjan sur l'élimination de l'apatridie en 2015.

Réponse et mise en œuvre

Les opérations au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Liberia, au Mali, au Niger et au Nigéria sont présentées dans des chapitres distincts.

Bénin

La stratégie du HCR au Bénin en 2017 portera sur deux priorités opérationnelles majeures qui consistent à :

1. renforcer le cadre institutionnel et juridique national relatif au régime d'asile, tout en veillant à ce que les réformes juridiques soient conformes aux conventions internationales, afin d'identifier et de corriger les lacunes au niveau de la protection ;
2. soutenir l'autosuffisance et les moyens d'existence des réfugiés par l'élaboration d'une stratégie qui inclut des possibilités relatives à la formation professionnelle, au travail indépendant, à l'entrepreneuriat et à l'emploi formel.

Un plaidoyer sera également entrepris auprès des autorités pour garantir l'inclusion des réfugiés dans les programmes nationaux de développement. À cet égard, les progrès ont dans le passé été entravés, en grande partie par la lourdeur des procédures des institutions gouvernementales.

Gambie

En Gambie, la plus vaste population relevant de la compétence du HCR est formée de réfugiés sénégalais dont l'accès aux services essentiels tels que l'eau, les soins de santé et l'éducation est limité. En 2017, il est prévu que les réfugiés sénégalais et d'autres nationalités qui optent pour une solution durable bénéficient de l'assistance du HCR, notamment sous la forme d'un soutien juridique et de moyens de subsistance. Avec sa stratégie de protection et de solutions pour la Gambie (2015-2018), le HCR continuera de mettre en œuvre des solutions globales pour les réfugiés sénégalais de même qu'une stratégie d'intégration locale et d'activités rémunératrices spécifique au contexte pour d'autres réfugiés. Les éléments suivants seront au centre de la stratégie de protection et de solutions :

1. aider les autorités à identifier et appliquer des solutions durables pour les réfugiés ;
2. diminuer progressivement l'assistance matérielle directe et continuer à promouvoir l'autosuffisance et les partenariats avec les acteurs du développement ;
3. collaborer avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour renforcer les politiques et la législation afin de garantir un environnement de protection favorable à l'intention des personnes relevant de la compétence du HCR ;
4. aider le Gouvernement à faciliter l'accès des réfugiés aux services locaux et nationaux.

Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau accueille près de 9 200 réfugiés sénégalais et 45 réfugiés d'autres nationalités dans des zones urbaines. Pour les familles sénégalaises, la naturalisation, parallèlement à la formalisation des droits de propriété foncière, est la solution durable privilégiée. Dans le cadre de sa stratégie pluriannuelle de protection et de solutions pour la Guinée-Bissau (2015-2017), le HCR tentera de renforcer le cadre juridique pour la protection et l'intégration sur place des réfugiés, tout en encourageant les moyens de subsistance et l'autosuffisance. Le HCR aidera également les réfugiés souhaitant acquérir la nationalité de la Guinée-Bissau par la naturalisation ou des permis de séjour de longue durée. D'ici à la fin de 2017, 560 réfugiés devraient être naturalisés et le droit de propriété de 40 parcelles de terrain sera officialisé. L'instabilité politique peut néanmoins avoir un retentissement sur la mise en œuvre des programmes du HCR, mais certaines mesures d'atténuation des risques sont mises en place.

Sénégal

Même si une opération de rapatriement librement consenti de réfugiés mauritaniens a été menée au Sénégal de 2008 à 2012, près de 13 700 réfugiés mauritaniens qui résident dans le pays depuis 1989 n'ont pas encore bénéficié d'une solution durable. Un exercice de vérification des réfugiés a révélé que 60 pour cent des réfugiés mauritaniens restant au Sénégal souhaitaient s'intégrer sur place. S'agissant des réfugiés sénégalais qui vivent en Gambie et en Guinée-Bissau depuis 1980, ceux qui ont choisi de rentrer volontairement au Sénégal seront assistés pendant le rapatriement et la réintégration. Le retour des réfugiés sénégalais concerne particulièrement la région méridionale de la Casamance, où la situation s'est stabilisée depuis 2012, après un accord de cessez-le-feu, des opérations de déminage et des investissements dans l'infrastructure.

Dans ce contexte, la stratégie pluriannuelle et pluripartite de protection et de solutions du HCR pour le Sénégal

(2017-2019) a deux principaux volets : 1) l'intégration locale de 14 687 réfugiés mauritaniens, notamment par la naturalisation et des permis de résidence de longue durée, ainsi que le rapatriement librement consenti des réfugiés mauritaniens vivant dans les zones rurales ; 2) le rapatriement librement consenti et la réintégration d'environ 7 000 réfugiés sénégalais au Sénégal, soit près de 2 000 individus intéressés par le rapatriement librement consenti et 5 000 autres qui sont rentrés spontanément depuis la Gambie et la Guinée-Bissau.

Sierra Leone

En Sierra Leone, les priorités stratégiques du HCR en 2017 seront essentiellement le renforcement des capacités des institutions gouvernementales et des fonctionnaires concernés en vue de transférer les activités relatives aux réfugiés et de diminuer les opérations du HCR. Le Haut Commissariat s'efforcera donc de resserrer les partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies ainsi que les ministères et départements administratifs nationaux afin de plaider en faveur d'un accès aux services essentiels et à un soutien après 2017 pour les réfugiés restants. De plus, le HCR appuiera la naturalisation des réfugiés qui ne sont plus reconnus comme citoyens libériens en raison de leur séjour de longue durée en Sierra Leone, de façon à leur éviter l'apatridie. À cet égard, le plan opérationnel du HCR inclura la mise en œuvre du plan d'action national de la Sierra Leone pour éliminer l'apatridie d'ici à 2024. Les élections présidentielles et parlementaires, qui devraient se dérouler fin 2017 ou début 2018, pourraient déclencher une instabilité politique, touchant potentiellement des partenariats vitaux avec les institutions gouvernementales.

Togo

Le Togo abrite quelque 13 000 réfugiés, dont une majorité d'Ivoiriens et de Ghanéens, ainsi que des groupes plus modestes d'autres régions d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le HCR s'attachera à trouver des solutions durables pour les réfugiés dans des situations prolongées en encourageant l'autosuffisance et en garantissant que les réfugiés soient des membres productifs de leurs communautés. L'accès aux programmes nationaux ou locaux de protection sociale sera préconisé pour les individus vulnérables. Le rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens continuera d'être encouragé. Le HCR entreprendra également des activités accrues de plaidoyer pour la naturalisation des réfugiés ghanéens qui ont fui le conflit en 1994 et ont choisi de rester au Togo. Comme par le passé, les activités d'autosuffisance et de subsistance seront encouragées par la mise en œuvre d'un projet agropastoral. Dans ce contexte, les difficultés se situent au niveau de la lourdeur de la procédure de naturalisation et de la participation limitée des homologues gouvernementaux.

2017 Budget for West Africa | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Burkina Faso	20,812,391	510,537	0	0	21,322,928
Côte d'Ivoire	3,051,362	4,174,881	13,032,206	0	20,258,448
Ghana	8,878,867	0	0	0	8,878,867
Guinea	4,471,017	0	0	0	4,471,017
Liberia	16,194,818	0	0	0	16,194,818
Mali	11,691,893	1,111,441	25,985,444	1,218,753	40,007,532
Niger	51,291,542	685,411	0	3,296,830	55,273,783
Nigeria	4,997,397	0	15,120,652	26,474,095	46,592,144
Senegal Regional Office	26,438,183	2,107,714	0	0	28,545,896
Total	147,827,470	8,589,984	54,138,302	30,989,678	241,545,433